

La société civile, «le pouvoir des sans-pouvoir»

Les 14, 15 et 16 juin 2011, le Conseil national économique et social (Cnes) organise les «états généraux de la société civile». L'événement mérite d'être signalé déjà pour son caractère inédit de première rencontre du genre dans notre pays.

Il mérite aussi d'être signalé parce qu'il va permettre de voir et de savoir où en est la société civile algérienne si tant est qu'elle existe de manière autrement plus remarquable que ne le sont les quelques associations et autres organisations qui ont pignon sur rue et qui sont plus des appendices de l'Etat que des structures autonomes, réellement en prise avec les problèmes et les souffrances de la société.

Enfin, la tenue de telles assises qui vont regrouper aussi, et cela mérite d'être signalé, les syndicats autonomes, les associations encore non agréées, les personnalités du monde de la culture, de la science, de la communication, va permettre à la société civile de dire, à ceux qui voudront bien y prêter attention, mais aussi à ceux qui font la politique de l'autruche sa lisibilité de nos modes de gouvernance, son analyse de nos dysfonctionnements, ses inquiétudes et ses espérances pour une société algérienne plus apaisée et plus solidaire.

Bien évidemment, l'exercice est difficile à mener dans un contexte national marqué par la suspicion des gouvernés envers leurs gouvernants, ainsi que par le doute qui accompagne toute action des pouvoirs publics chez de larges pans de la population,

et singulièrement la jeunesse algérienne.

Il faut bien pourtant rappeler que les seules batailles perdues d'avance sont celles qu'on refuse de mener. Les constructions des sociétés modernes et démocratiques ont toujours été faites de l'accumulation de petits succès dans une multitude d'échecs répétés.

Mais, qu'est-ce que la société civile ?

Rappelons d'abord que la société civile se distingue de la société politique. Elle ne s'y oppose pas mais elle s'en distingue. Les Nations unies désignent par société civile «le large éventail d'organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui animent la vie publique et défendent les intérêts et les valeurs de leurs membres ou autres, basés sur des considérations d'ordre éthique, culturel, politique, scientifique, religieux ou philanthropique : gouvernements communautaires, organisations non gouvernementales (ONG), syndicats, organisations caritatives, groupements d'obédience religieuse, associations professionnelles et fondations privées».

• Du point de vue historique, c'est le philosophe allemand Hegel qui, le premier, établira la distinction entre l'Etat et la société civile.

• Plus près de nous, le politologue et sociologue américain Larry Diamond a, pour sa part, défini ainsi la société civile : «C'est le domaine de la vie sociale organisée qui se fonde sur le volontariat et l'autonomie vis-à-vis de l'Etat. Elle implique

des citoyens qui agissent collectivement dans un espace public pour exprimer leurs intérêts, leurs passions et leurs idées, échanger des informations, atteindre des buts communs, interpellier les pouvoirs publics et demander des comptes aux représentants de l'Etat. Elle n'inclut pas les efforts politiques visant à prendre le contrôle de l'Etat.»

La société civile renvoie à la capacité de la société à s'auto-organiser

La société civile, c'est ce qui reste d'une société quand l'Etat se désengage complètement ou n'est pas du tout engagé. La société civile évoque les valeurs d'autonomie, de responsabilité, de solidarité, de prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs problèmes.

Elle évoque aussi l'émancipation de la tutelle étatique. De plus, les organisations de la société civile n'ont pas l'ambition de représenter quelque classe que ce soit. Enfin, alors que l'Etat tend à demeurer un centre unifié de pouvoir, la société civile est toujours le siège de pouvoirs indépendants les uns des autres et dont le nombre croît à mesure que la société se développe.

La démocratie progresse au rythme des transferts de prérogatives de l'Etat vers la société civile

Le penseur italien Gramsci a bien vu que la société civile aide au renforcement de la cohésion de la nation et constitue le substitut efficace à l'affaiblissement de l'Etat (cette assertion évoque en nous les péripéties qu'a

connues notre société durant la décennie 90 où des éléments de la société civile algérienne ont magnifiquement rempli leur rôle de «substitut à l'affaiblissement de l'Etat».

Ce dialecticien a analysé la société civile comme soutien à l'Etat dans l'exercice de sa fonction hégémonique, c'est-à-dire en tant que régulateur social et gardien des équilibres, exerce qu'il pourra alors réaliser sans violence ni contrainte.

Ainsi la société civile par les valeurs qu'elle défend et les fonctions qu'elle remplit est tout à fait autonome par rapport à l'Etat et lui assure d'être accepté pacifiquement par la population.

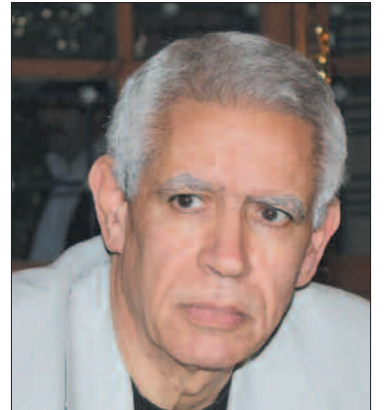
La société civile en Algérie

Sans affirmer que la société civile telle que nous l'avons définie, n'existe pas en Algérie, on peut souligner le fait qu'elle reste faiblement structurée moins par absence de volonté des citoyens à s'organiser et à développer le lien social, la solidarité et même le civisme, que par manque d'accompagnement des pouvoirs publics (législation appropriée, aides financières par prélèvement sur les impôts payés par les citoyens...).

Dans le cas de notre pays, il semble de plus en plus évident qu'il est nécessaire que des structures nouvelles surgissent, des associations volontaires civiques et citoyennes qui favoriseront la transition démocratique.

La société civile en Algérie doit se saisir de deux missions principales :

1- être le catalyseur des aspirations démocratiques des



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Algériens en faisant un contre-poids à l'Etat ;

2- être un producteur de services (soins, éducation, culture, assurance).

La société civile doit, chez nous, être un espace d'expression et de fonctionnement de la démocratie en dehors de la sphère technocratique. Elle doit exercer une influence sur le monde politique en l'obligeant à tenir compte de la volonté des citoyens.

Il faut souligner que, chez nous, plus probablement qu'ailleurs, la croissance d'une culture démocratique dépend de la croissance de la société civile.

Chez nous, plus qu'ailleurs, par manque de financement et à cause de la convoitise du pouvoir, l'autonomie reste le grand défi de la société civile. Autonomie, responsabilité, solidarité, prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs problèmes : c'est l'ensemble de ces valeurs qui font la société civile et que celle-ci, de son côté et dans un lien dialectique, doit promouvoir.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le mystère en filigrane du billet de 2000 dinars, la belle et les pirates et la rage d'avoir raté Pasteur !

Profondes divergences au sein du FLN sur la question des mandats présidentiels. Il y a ceux qui plaident pour un mandat à vie. Et ceux qui s'opposent à la...

... limitation des mandats !

Appelez la chose comme vous voudrez ! Une malédiction terrible. Un mauvais sort jeté par quelque belle kidnappée un jour par des pirates de la barbaresque. La vengeance d'une zaouïa qui aurait été marginalisée en 1962, à l'aube du Grand Partage. Je ne sais pas ! Je vous le dis et redis, appelez la chose comme bon vous semble. Il n'empêche que ce n'est pas une vue de l'esprit, ni une élucubration de mon cerveau ratatiné. Elle existe bel et bien. La Scoumoune algérienne ! Bonté divine, jugez-en : les autorités du pays décident de mettre en circulation un billet de 2 000 dinars. Qu'à cela ne tienne. Il est conçu, fabriqué et envoyé aux banques. Et là, patatras ! Il est refusé par la plupart des détecteurs de faux billets de la vraie république. Je vous mets au défi de me montrer un pays au monde où la mise en circulation d'un malheureux billet de banque, un bout de feuille de couleurs tristounettes poserait problème. Il n'en existe pas ! Eh ben chez nous, ce satané billet de 2 000 dinars devient une affaire nationale, provoque des commissions d'enquête et crée un climat de suspicion insoutenable. Prenez aussi le métro. N'importe où dans le monde, même sur la Cordillère des Andes, contrée pourtant abrupte, les autorités décideraient de doter le pays d'un métro, la chose prendrait le temps nécessaire à un

tel projet. Juste ce temps. Peut-être un peu plus. Mais pas trop. Eh ben chez nous, le projet de métro a été imaginé, conçu et fantasmé presque au même moment où le docteur Louis Pasteur travaillait sur la première souche de son vaccin antirabique et attendait encore dans son cabinet de voir son effet sur le gamin qu'on venait de lui ramener dans un piteux état parce que mordu auparavant par un chien. Le centenaire de la mort de Pasteur a été célébré en 1995, chez nous, le métro n'a toujours pas vu le jour et moi, j'ai la rage ! Prenez encore cet autre exemple, pour la route. Je regardais lundi soir à la télévision le match de football opposant l'Ukraine à la France. Et tout comme les confrères français qui assuraient le commentaire, j'étais ébahi devant l'excellence de la pelouse et la magnificence du stade de Donetsk. Une merveille de gazon ! Un bijou de revêtement. Un billard. Et chez nous ? Allez ! Je vous la pose la question, même si je sais qu'en vieux briscards du Pousse avec eux vous l'attendez un peu : combien de fois a-t-on refait la pelouse du stade olympique d'Alger, avec, au bout, les mêmes résultats calamiteux ? Combien de fois ? Et après ça, vous allez me dire qu'il ne s'agit pas d'une malédiction, que c'est juste une question de compétence et de sérieux ? Chut ! Ne le dites pas trop fort ! Vous risqueriez de réveiller le fantôme de la belle. Quelle belle ? Mais celle du début de la chronique, celle qui nous a jeté un mauvais sort lorsqu'elle a été kidnappée par nos ancêtres, les pirates. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.